

Bulletin du FMI

CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Le G-20 demande au FMI de suivre et d'évaluer les ripostes à la crise mondiale

Bulletin du FMI en ligne
14 mars 2009

- Le G-20 juge prioritaire de s'attaquer aux problèmes du système financier pour rétablir le crédit
- Il s'engage à aider les pays émergents et en développement confrontés à la crise
- Les ministres conviennent qu'une augmentation substantielle des ressources à la disposition du FMI s'impose

Les ministres des principaux pays industrialisés et émergents demandent au FMI d'évaluer les mesures adoptées à ce stade par les gouvernements et les banques centrales pour lutter contre la crise économique mondiale et se prononcent en faveur d'une hausse substantielle des ressources mises à sa disposition pour des opérations de prêt.

Les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales du Groupe des Vingt (G-20) ont déclaré être déterminés à relancer la croissance mondiale. «Notre priorité majeure est désormais de rétablir le crédit en attaquant de front, là où cela s'impose, les problèmes du système financier par des injections régulières de liquidités, la recapitalisation des banques, et le traitement des actifs douteux, dans le cadre d'un plan commun », annonçait le communiqué publié à l'issue des deux jours de réunion.

Ils sont convenus de veiller à ce que tous les instruments financiers, marchés, et institutions d'importance systémique soient assujettis à une réglementation et une surveillance appropriées, et à ce que les fonds spéculatifs ou leurs dirigeants soient enregistrés et publient les informations nécessaires à l'évaluation du risque qu'ils représentent.

Le communiqué a appelé le FMI à évaluer les mesures adoptées à ce stade par les autorités nationales en vue de rétablir la croissance mondiale et à indiquer les autres dispositions à prendre pour combattre la crise, née sur le marché américain des prêts hypothécaires à risque au milieu de 2007. Partout dans le monde, les gouvernements ont annoncé des mesures de relance et diminué les taux d'intérêt pour lutter contre la récession.

Préparation au sommet de Londres

Les ministres, réunis pour préparer le sommet convoqué le 2 avril à Londres en vue de coordonner les interventions visant à combattre la crise financière et économique mondiale, se sont dits déterminés à aider les pays émergents et en développement à faire face au renversement des flux de capitaux internationaux que celle-ci a déclenché.

Ils ont reconnu l'urgente nécessité de recourir à tous les moyens possibles pour mobiliser les ressources des institutions financières internationales, ainsi que les liquidités nécessaires au

financement des dépenses contracycliques, à la recapitalisation des banques, aux dépenses d'infrastructure, aux crédits commerciaux, aux risques de refinancement et à l'aide sociale.

Le G-20 a estimé qu'une augmentation très substantielle des ressources du FMI s'imposait, au travers d'apports individuels de ses pays membres, d'une augmentation de ses accords d'emprunt officiels, ou d'une révision accélérée de ses quotes-parts (le montant que les pays versent en leur qualité de membres du FMI). Le Japon a déjà apporté une contribution extraordinaire de 100 milliards de dollars EU.

«Il s'agit de renforcer le FMI et de lui permettre d'intensifier son action» -- Trevor Manuel, Ministre sud-africain des finances.

Le Secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner, a annoncé que le G-20 soutenait la proposition des États-Unis en faveur d'une hausse substantielle des ressources d'urgence du FMI par le biais d'un élargissement notable des [nouveaux accords d'emprunt](#) et d'une augmentation du nombre de participants. «Il s'agit de renforcer le FMI et de lui permettre d'intensifier son action», a déclaré Trevor Manuel, Ministre sud-africain des finances.

Pour l'instant, le FMI a prêté quelque 50 milliards de dollars EU aux pays frappés par la crise. Son Directeur général, M. Dominique Strauss-Kahn, plaide, au minimum, pour un doublement des ressources de l'institution, afin de les porter à 500 milliards de dollars, à titre de précaution pour le cas où la crise s'aggraverait et qu'un nombre croissant de pays aient besoin de son aide. Avec l'effondrement des échanges et l'assèchement des flux de capitaux, M. Dominique Strauss-Kahn a déclaré que le monde est entré dans une période de croissance négative, phase qu'il a dénommée « Grande Récession ».

Le G-20 a déclaré vouloir veiller à ce que les banques multilatérales de développement disposent du capital dont elles ont besoin — à commencer par une hausse substantielle du capital de la Banque asiatique de développement — et à ce qu'elles l'utilisent au mieux pour aider les populations les plus défavorisées.

Le G-20 représente les deux tiers de la population mondiale

Le G-20 représente environ 90 % du produit national brut mondial, 80 % des échanges (y compris les échanges au sein de l'Union européenne), et les deux tiers de la population mondiale.

Il est constitué des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, plus l'Union européenne, représentée par la présidence tournante du Conseil et la Banque centrale européenne. Le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale, ainsi que les présidents du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement conjoint Banque mondiale-FMI, participent également à ses réunions.

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il importait en outre d'écouter ce que les pays à faible revenu avaient à dire. Le FMI a organisé une [grande conférence en Tanzanie](#), les 10 et 11 mars, pour

recueillir les points de vue des pays africains, et a déclaré qu'il veillerait à ce qu'ils soient pris en considération à la réunion de Londres.

Priorité à de nouveaux mécanismes et à la gouvernance

Le communiqué du G-20 comportait d'autres éléments concernant le FMI :

- Les ministres ont salué les progrès accomplis par le FMI et la Banque mondiale en matière de création et d'amélioration d'instruments de prêt, notamment la mise en place d'un nouveau dispositif de précaution à niveau d'accès élevé et décaissement rapide.
- Ils ont appelé le FMI et le Forum de stabilité financière à mettre au point des systèmes d'alerte rapide pour donner l'alarme lorsque les risques systémiques atteignent un niveau élevé.
- Ils ont insisté sur la nécessité de renforcer l'efficacité et la légitimité des institutions financières internationales et de veiller à ce qu'elles prennent pleinement en considération l'évolution de l'économie mondiale. Les pays émergents et en développement, y compris les plus pauvres, doivent jouer un plus grand rôle et être mieux représentés, et la prochaine révision des quotes-parts du FMI devra s'achever en janvier 2011 au plus tard.
- Les mesures relatives aux quotes-parts et à la représentation au FMI adoptées en avril 2008 devront être rapidement mises en œuvre. Les réformes de la Banque mondiale devront être conclues d'ici aux réunions de printemps de 2010. Les responsables des institutions financières internationales devront être désignés dans le cadre d'un processus de sélection transparent et fondé sur le mérite.

Les « BRIC » revendiquent une plus grande voix au chapitre

Dans un communiqué séparé, quatre grands pays émergents (**Brésil, Russie, Inde et Chine**) ont réclamé une plus grande influence au sein des instances internationales, et soutenu une forte augmentation des ressources du FMI.

«Nous attachons un intérêt particulier à la réforme des institutions financières internationales. Nous sommes en faveur d'un réexamen du rôle et du mandat du FMI de manière à les adapter à la nouvelle architecture monétaire et financière mondiale. Nous insistons sur la nécessité d'un engagement ferme à réformer la gouvernance dans le cadre d'un calendrier et d'un programme clairement définis», ont-ils déclaré.

Selon eux, la crise a montré que le FMI doit renforcer sa capacité de surveillance de l'économie mondiale et de conseil. «Pour réaliser cet objectif, il importe d'exercer une surveillance mieux ciblée et impartiale sur l'ensemble des membres du FMI, surtout les pays avancés dotés de grands centres financiers internationaux et connaissant d'amples mouvements de capitaux.»

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* sur www.imf.org/imfsurvey